

Bulletin d'histoire politique

Les années soixante-huit en France : un champ d'études en plein renouveau depuis 2008

Bernard Pudal



Volume 23, Number 1, Fall 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1026507ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1026507ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Pudal, B. (2014). Review of [Les années soixante-huit en France : un champ d'études en plein renouveau depuis 2008]. *Bulletin d'histoire politique*, 23(1), 149–160. <https://doi.org/10.7202/1026507ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Les années soixante-huit en France : un champ d'études en plein renouveau depuis 2008

BERNARD PUDAL

Département de Science politique

Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense

En France, les sciences sociales (histoire, sociologie et science politique principalement) se sont véritablement emparées des années soixante-huit depuis peu. Le quarantième anniversaire de «68» a été un moment charnière, celui de la légitimation académique de ce champ de recherches. Aux essais et témoignages s'ajoutent désormais des recherches empiriques multiples qui modifient notre connaissance des années 68 tout en laissant nombre de questions ouvertes, entre autres celle du caractère «extraordinaire» des années «68», notamment au regard de la période ultérieure.

Depuis 2008, les recherches se sont donnés pour objet les prodromes de la crise de Mai-Juin 68 et, de plus en plus, les carrières soixante-huitardes, celles des idées, des pratiques comme celles des acteurs. Nous connaissons mieux désormais l'histoire des sciences sociales des années soixante ; celle de la jeunesse mobilisée, soit à l'occasion de la Guerre d'Algérie, soit sociologiquement, soit localement (Bretagne par exemple) ; celle du système éducatif et des universités (Nanterre, Vincennes, Paris XIII) ; celle des organisations mobilisées (UNEF, JCR, PCF, Maoïstes, etc.) et plus généralement celle de l'État, sans oublier les souvenirs et témoignages mis en ligne ou collationnés à l'occasion du quarantième anniversaire¹. C'est toute la séquence 1960-1975 qui est investie, dans un contexte scientifique où la socio-histoire, couplée à la sociologie des mobilisations collectives, notamment en science politique, joue un rôle déterminant. Cette période a sa dynamique propre et sa cohérence. Elle est bornée par la Guerre d'Algérie (1954-1962) d'une part, et par l'année 1975 que caractérise la

conjonction de phénomènes venant clore les années «68» : la crise des organisations d'extrême gauche, des expériences communautaires, de l'établissement ; la relative institutionnalisation des luttes progressistes dans le cadre du programme commun de la gauche qui aboutira à l'élection de François Mitterrand en 1981 ; le début d'un nouveau cycle économique et social qui rompt avec les «trente glorieuses» ; l'émergence progressive de la science économique comme registre de légitimation politique (Valéry Giscard d'Estaing incarne ce passage en devenant Président de la République après l'agrégé de lettres classiques féru de poésie et d'Art moderne qu'était Georges Pompidou). On ne retiendra ici que quelques études exemplaires touchant les domaines où les avancées sont les plus significatives : celles concernant les acteurs le plus souvent anonymes de «68» (grâce à la thèse de doctorat de Julie Pagis) ; celles relatives aux transformations du système scolaire et aux expériences scolaires post-68 (notamment «Vincennes») ; celles enfin qui concernent «l'idéologie soixante-huitarde». Plutôt que de traiter de tout sommairement, il nous a paru plus judicieux de limiter nos exemples afin d'en exposer plus complètement les enjeux.

Les soixante-huitards

Relevant des sociologies des crises politiques, de l'engagement, des générations et de la socialisation (familiale, scolaire et politique), la thèse de Julie Pagis² a la double ambition d'étudier un large spectre de soixante-huitards et d'aborder, pour la première fois sociologiquement, la question des effets sur les enfants de soixante-huitards de l'idéologie éducative qualifiée de «laxiste» ou «anti-autoritaire» des parents. Elle est organisée en trois grandes parties : la première porte sur la sociogenèse des dispositions au militantisme en mai 1968, les registres de participation à mai 1968 et les formes de socialisation politique induites par l'événement ; la deuxième, consacrée aux «incidences biographiques du militantisme en 68», propose une étude des familles de trajectoires post soixante-huitardes et se veut une contribution à une histoire sociale des micro-unités de générations de 68 ; la troisième interroge les incidences de mai 1968 (ou plutôt des trajectoires d'engagement en «68») sur la deuxième génération à partir des effets sur l'éducation saisis par le biais de l'étude de deux écoles expérimentales où furent placés les enfants de soixante-huitards : Vitruve et Ange-Guépin.

La thèse repose sur l'envoi de 666 questionnaires dont 350 ont été retournés (182 questionnaires «parents» et 168 «enfants»). Compte tenu de l'amplitude des questionnaires, le matériau recueilli est considérable, même s'il fait l'objet, tout au long de la thèse, de la réflexion critique de l'auteure sur les «limites» de cet outil. À cette étude quantitative s'ajoutent

89 entretiens ethnographiques (51 « parents » ; 38 « enfants ») enregistrés et intégralement retranscrits. Ce choix du groupe enquêté s'avère heuristique dans la mesure où il associe des soixante-huitards très différents (politiquement, socialement, etc.) et qu'il repose sur un enjeu assez transversal chez les soixante-huitards, la question éducative, familiale ou scolaire. Et surtout, il s'agit désormais d'étudier des soixante-huitards anonymes en laissant de côté les porte-parole autoproclamés. Ce considérable investissement empirique est enfin encadré par un ensemble de partis pris théoriques clairement affirmés (analyse processuelle de l'engagement, refus d'opposer sociologie des trajectoires et sociologie des carrières, sociologie des générations et des « unités de génération », sociologie dispositionnelle mais prise en compte des contextes d'actualisation, des configurations spécifiques – Paris/province, etc.) et surtout volonté de combiner trois niveaux d'analyse des trajectoires et leur articulation : le niveau micro (des individus et des interactions), le niveau méso (des groupes et des organisations) et le niveau macro-sociologique (des transformations socio-économiques, culturelles et politiques). Est proposée à cette occasion une étude de « l'effet » participation à la crise de mai et juin 1968 sur les trajectoires des acteurs engagés, aux modes d'implication, de participation, d'exposition à l'événement en réalité très variables. C'est donc la question de l'effet du temps court sur le temps long, question que Doug Mac Adam avait initiée qui est ainsi traitée sur « 68 ».

Grâce à ce dispositif, il est désormais possible d'interroger le poids des différentes variables à prendre en compte pour tenter de rendre compte à la fois de la convergence sur l'événement historique de ceux qu'on peut, *in fine*, regrouper sous l'expression de « génération » soixante-huitarde. Les « analyses de correspondance multiple » conduisent à repérer des polarisations, des « familles » de trajectoires utilisées de façon non mécanique comme des « guides » et mises en œuvre dans ce que l'auteure appelle des « parangons » qui servent à illustrer et à complexifier les types ou idéaux-types mis en lumière par l'analyse statistique. Fondé sur un va-et-vient permanent entre effort d'objectivation de « types » ou de « familles de trajectoires » grâce aux analyses factorielles et étude de trajectoires singulières fondées sur des entretiens approfondis, recourant au concept de « génération » à la fois maintenu et suspecté dans la mesure où il risque de masquer la diversité des modes d'exposition aux événements, revendiquant sa filiation avec le *Freedom Summer* de Doug Mac Adam, mais en insistant sur les effets différentiels de la participation à une crise politique d'ampleur en fonction de l'âge, du sexe, des ressources militantes accumulées, des formes de participation et du degré d'exposition à l'événement, tout conduit à conférer à cette thèse une dimension référentielle.

Grâce à l'analyse factorielle des correspondances, l'auteure dégage quatre matrices de l'engagement en 68 :

- celle où prédomine la transmission familiale de dispositions de l'engagement de gauche;
- celle que caractérisent les engagements catholiques critiques, moins associés à la socialisation familiale qu'à des rencontres hétérodoxes (conjoints, militantisme JEC, JAC, JOC, certains prêtres, etc.);
- celle, fondamentale, des intellectuels de première génération dont la politisation est liée à une mobilité sociale ascendante dans un système scolaire secondaire-supérieur dont les présupposés culturels sont de plus en plus fréquemment décalés par rapport à leur culture familiale;
- et une matrice, enfin, que l'on peut qualifier de pré-féministe.

Chaque matrice est illustrée par des études de cas et se divise en sous-familles; seize unités de générations divisées en trois ensembles suivant que ces unités ont été politisées au tournant des années 1960, entre 63 et 68 ou en mai 1968. Cette approche permet de rendre compte tout à la fois de l'hétérogénéité des «soixante-huitards», d'éclairer la variété des trajectoires ultérieures tout en ne négligeant pas l'unité potentielle de ces acteurs qui ont en commun l'érosion progressive du consentement aux diverses relations d'autorité vécues quotidiennement dans le cadre des crises sectorielles du consentement (famille, travail, rapport pédagogique, etc.). Quant aux effets de l'éducation anti-autoritaire sur les enfants, ils ne se réduisent évidemment pas à «l'échec» d'une génération censée avoir évité l'apprentissage de l'effort et de la rigueur. Les entretiens soulignent néanmoins le travail d'adaptation auquel furent conduits nombre d'entre eux, parfois douloureusement, notamment lorsqu'ils durent quitter les écoles «nouvelles» pour intégrer les collèges «classiques».

Le système scolaire

L'après 2008 se caractérise en second lieu par l'ouverture de chantiers consacrés à l'histoire de l'enseignement supérieur «universitaire». Si les classes préparatoires et les Grandes Écoles avaient déjà leurs historiens et leurs histoires édifiantes, les Universités, à l'exception de la Sorbonne, n'ont fait l'objet que de peu d'études. La recherche phare, publiée en 2012, dirigée par Charles Soulié, concerne l'Université de Vincennes. Comme l'écrit C. Charles dans sa préface, c'est «la première histoire sociale scientifique d'une institution d'enseignement supérieur *hors-norme*³». Une histoire comparée de Vincennes et de l'UQAM, pratiquement fondées la même année, serait certainement des plus fructueuses. L'histoire de Vincennes de 1968 à 1980 est riche d'enseignements pour comprendre le destin soixante-huitard.

Exploitant d'abondantes archives et de nombreux témoignages, l'étude commence par rappeler la situation des années 1960. Dans les facultés des lettres, dominées alors par la préparation aux métiers de l'enseignement, 86% des diplômés travaillaient dans l'enseignement quatre ans après leur diplôme le plus élevé. Les disciplines nouvelles – sociologie, psychologie – s'émancipent progressivement. La pédagogie évolue. L'UNEF revendique en 1964 un recours systématique aux photocopiés, des classes d'application, des groupes de travail, le contrôle progressif et continu des connaissances. La surpopulation étudiante, mais aussi la crainte irraisonnée de la part du pouvoir gaulliste d'un engorgement des « Lettres » et d'une contamination de l'ensemble du dispositif universitaire par la contestation soixante-huitarde, conduisent à créer le CUEV (le Centre Universitaire expérimental de Vincennes), mais aussi deux autres centres, celui de Dauphine et celui d'Antony, ce dernier n'aboutissant pas. Le pouvoir accepte que ce soient des centres novateurs, interdisciplinaires, pratiquant un enseignement en petits groupes et le contrôle continu. Il s'assigne aussi comme objectif, ce faisant, d'éloigner les « agitateurs » du Quartier Latin en créant une sorte d'abcès de fixation pour le gauchisme militant. Conçu pour 7000 étudiants, le CUEV est présenté comme une institution ouverte aux non-bacheliers, de 8 heures à minuit toute l'année. L'urgence conduit à suspendre les règles habituelles des procédures administratives. La construction est menée au mépris de tous les règlements. Quant à la *définition* du projet d'enseignement, elle est confiée dans les faits à une équipe de fondateurs aussi jeunes que brillants (B. Cassen, H. Cixous, J. Gattegno, G. Deleuze, J. Derrida, T. Todorov, M. Foucault, etc.), avec deux garants académiques, R. Las Vergnas et J.-B. Duroselle. Avec une double dé-hiérarchisation des rapports, entre enseignants et entre enseignants et étudiants, un projet assez flou de rénovation pédagogique et une centration sur le contemporain, tels sont les principes recteurs. Le recrutement des premiers enseignants suit une procédure non moins exceptionnelle. Un noyau recruteur de 39 personnes valide une cooptation faite dans l'urgence et l'improvisation. Dans l'ignorance du nombre d'étudiants qui s'inscriraient dans chaque discipline, la répartition des postes entre disciplines fut assez arbitraire. 240 postes sont publiés au Bulletin Officiel du 3 octobre, avec un délai de candidature de 15 jours. Les propositions sont adressées au ministère de l'Éducation le 28 novembre. Il n'y a guère plus de candidats que de postes. Les réseaux d'interconnaissance, notamment normaliens et militants, ont parfois joué un rôle décisif pour compléter les listes. Les recrutements se sont effectués sur la base d'un certain modernisme, d'une dé-hiérarchisation et d'une orientation politique à gauche, avec un tiers de communistes et un tiers de gauchistes. D'où un corps enseignant politisé, jeune (moins de 36 ans en moyenne),

avec un tiers de femmes et 12 % de normaliens ; 30 % viennent de la Sorbonne, mais la majorité n'a jamais enseigné en faculté.

Les étudiants, qui jusque-là étaient en dehors du processus, vont aussi jouer un rôle capital et non anticipé dans l'histoire de Vincennes. « On a été emportés par une situation qu'on ne prévoyait pas » comme le dira Jacques Rancière. En décembre, ils sont moins de 3000, mais les effectifs augmentent rapidement, et leur pression fait évoluer l'enseignement, à la fois dans son contenu et dans son style. Trois chapitres de Charles Soulié analysent l'irruption de cette dynamique étudiante, la politisation des questions pédagogiques et la modernisation voulue des Humanités. C. Soulié souligne les particularités du CUEV, et notamment de son public. L'importance des non-bacheliers tout d'abord : 46 % en 1971-72 et 35 % encore en 1973-74 (p. 187). C'est un point crucial, une ouverture qui aura un effet libérateur pour nombre de jeunes et moins jeunes, difficile à mesurer, mais attesté. La part des étudiants étrangers, qui culmine au-dessus de 45 % en 1976-78, se réduit et tombe en-dessous du quart au tournant du siècle. Le chapitre qui leur est consacré montre la diversité et l'évolution de ce recrutement qui fait de Paris VIII l'université la plus cosmopolite de France. Vincennes fut en effet un laboratoire post-soixante-huitard, enjeu de luttes intenses, objet des projections des uns et des autres, conduisant nombre d'initiateurs à quitter le navire, et les disciplines à se structurer idéologiquement chacune à part soi. Vincennes fut un laboratoire social complexe qu'il est vain soit de mythifier, soit de stigmatiser. Comme pour d'autres expériences post-soixante-huitardes, l'utopie rencontra de multiples obstacles inhérents aux projets utopiques et aux contre-mobilisations politiques conservatrices que suscita « 68 ». Vincennes devient Saint-Denis, c'est-à-dire une Université de la banlieue considérée la plus déshéritée socialement en 1980, rompant ainsi définitivement avec le destin envisagé par certains, lors de sa création, celui d'une Université d'avant-garde sur le modèle des Grandes Universités américaines.

L'idéologie dominante de « 68 »

La question récurrente de « l'idéologie dominante soixante-huitarde » est elle aussi réinvestie. À partir de la synthèse qu'avait proposée Boris Gobille sur « la vocation d'hétérodoxie » dans *Mai-Juin 68*⁴, Gérard Mauger a esquissé les linéaments d'un *master frame* qui aurait selon lui le mérite d'éviter qu'on choisisse un mot phare susceptible de rendre compte d'une supposée essence de « 68 » (contestation, aliénation, libertarisme, etc.)⁵. Pour Gérard Mauger, il y a deux écueils à éviter quand on tente de mettre en relation des textes et des pratiques. Le premier est de surévaluer le rôle des « textes » et donc des auteurs censés être « responsables » des pratiques contestataires. En effet, en oubliant les logiques sociales qui sont au prin-

cipe de leurs réceptions différenciées, en surévaluant l'effet lecture par une coupable tendance intellectualocentriste, en imputant à des « auteurs » (dont on ne sait jamais vraiment quel a été le principe d'élection) un rôle décisif, on tend nécessairement à attribuer un rôle majeur, dans les facteurs qui ont contribué aux mobilisations politiques, à des textes et des auteurs auxquels on impute les mobilisations.

Le cas Marcuse est ici plein d'enseignements. Promu un temps maître penseur de 68 dans certains cénacles, on s'est ensuite rendu compte qu'il avait été très peu diffusé avant 68, ce qui n'a pas empêché qu'on lui attribue néanmoins un rôle clef au prix de quelques contorsions argumentatives. Presque toujours, ces entreprises d'attribution sont des procès différés ou des classements électifs où les analystes se classent eux-mêmes. La recherche d'un mot « totem » ou d'un « schème central » censé condenser « l'esprit » de l'événement est fréquemment associée à ces entreprises. Pour 68, ce sera tour à tour, la mort du sujet, l'aliénation, la contestation, la critique de l'autorité, l'avènement de l'individualisme, la révolte de la jeunesse, qui seront convoqués.

Le deuxième écueil consiste à sous-estimer l'importance des idées au nom de la complexification des analyses par lesquelles on révoque en doute – légitimement – le pouvoir des textes. Gérard Mauger, de ce point de vue, insiste sur cet aspect des choses :

[S]'il est vrai, comme le dit Habermas, que, pour la période considérée, « l'illusion qu'une poignée d'auteurs aurait pu déclencher une vague de protestation de la jeunesse de San Francisco à Tokyo, de New York à Londres, Rome et Paris, tient du fantasme d'omnipotence », je ne pense pas pour autant que les idées n'aient aucun effet. Elles fournissent au moins un lexique, un langage, un répertoire de références à travers lesquels peuvent se formuler des enjeux politiques. Comme l'écrit Lawrence Stone, « il n'y a pas de vraie révolution sans idées pour l'alimenter – sinon on n'a qu'une révolte ou un coup d'État – : aussi les soubassements intellectuels et idéologiques de l'opposition au gouvernement sont-ils de première importance ». Par ailleurs, les idées – à condition de les entendre à un niveau élevé de généralisation, de vulgarisation, de banalisation (à un niveau « doxique » si l'on veut) - fournissent aussi des schèmes de perception et d'interprétation de « ce qui se passe » (les événements). « Il arrive », note Pierre Bourdieu, « qu'en certaines circonstances, les messages ésotériques, écrits et destinés seulement à être lus par des savants ou des lettrés, abstraits et destinés à être compris abstraitement, descendent dans la rue, deviennent exotériques, passent à l'acte, à l'action, à la pratique »⁶.

Ainsi entendues, les idées peuvent être analysées à partir d'un *corpus de textes* et des appropriations dont ils font l'objet. Mais comment « choisir » ce corpus de textes sans tomber dans une recherche de paternité intellectuelle intéressée ? Gérard Mauger propose une stratégie de recherche inspirée du point de vue contre-intuitif de Pierre Bayard. On peut, sans croire que les textes ont été réellement lus, ou plus exactement selon Bayard, en partant de l'idée que ça n'a pas beaucoup de sens de penser qu'un texte a

été « lu », se donner pour objet « la bibliothèque virtuelle » de 68, cette bibliothèque et ses textes canoniques faisant l'objet, au moins, d'une sorte de référence-révérence. Et pour définir cette bibliothèque virtuelle, il faut selon lui tenter de reconstituer l'histoire du champ intellectuel en France de la Libération à la fin des années soixante: « de toute évidence, le marxisme y occupe une place centrale, tant dans la pensée critique sous toutes ses formes que dans les débats qui traversent le champ depuis 1945 »⁷.

De ce survol de l'histoire de la pensée critique en France avant Mai-Juin 68, il me semble qu'on peut conclure que les schèmes génériques du marxisme sous ses différentes formes – bourgeoisie / prolétariat, infrastructures / superstructures, science / idéologie, idéalisme / matérialisme, réforme / révolution, capitalisme / communisme, etc. – définissent le « master frame » des événements de Mai-Juin 68, qu'il s'agisse des débats étudiants ou des « mots de la tribu ouvrière » d'alors.

On peut donc lire cette analyse de Gérard Mauger comme le résultat d'un double refus: le refus des travers habituels de l'histoire des idées, mais aussi le refus d'abraser l'idéologique au point de ne retenir que des schèmes d'interprétation soit trop vagues, soit trop précis (telle ou telle « tendance » idéologique). En insistant sur le marxisme, l'analyse tend aussi à réhabiliter la dimension « politique » de la crise de Mai-Juin 68 et le rôle des textes et des maîtres-penseurs marxistes ou marxisants, sans pour autant méconnaître le caractère « virtuel » de leurs appropriations.

Cette approche peut être heureusement complétée par une autre stratégie de recherche se donnant pour objet non la bibliothèque virtuelle, mais l'espace idéologique de « 68 ». Dans *Mai-Juin 68*, Boris Gobille a tenté d'en cerner, sous le label de la « vocation d'hétérodoxie », les contours et la structuration⁸. Cette vocation d'hétérodoxie comprend une double dimension:

- Une « mise en cause des hiérarchies et des tutelles institutionnelles » et donc « le questionnement radical porté par certaines professions centrées sur la relation sociale quant à la façon dont elles prennent en charge le profane, le public, le malade, etc.. » et plus généralement par conséquent l'ensemble des rapports de domination principalement appréhendés dans leur dimension « verticale »;
- mais aussi une critique « de la division sociale horizontale qui cloisonne les mondes sociaux entre eux, affecte les personnes à des places et des rôles prédéterminés et sépare les sujets et les objets du savoir autorisé ».

Cette double dimension de la vocation d'hétérodoxie est d'autant plus intéressante qu'on voit comment certains « mots-totem » de 68 se distri-

buent tendanciellement selon l'un et l'autre axe : la *contestation*, la *critique de l'autorité*, l'*humeur anti-institutionnelle*, plutôt dans le premier, l'*aliénation*, la *créativité généralisée*, dans le deuxième. Celle-ci ne désigne-t-elle pas l'intériorisation, due à la socialisation, de « limitations » à la fois pratiques et symboliques dont on doit *personnellement*, et pas seulement collectivement, se libérer. Certaines interprétations du situationnisme sont ici à considérer.

L'imaginaire de l'individu libre et sans attaches, dont la diffusion dans l'avant-68 reste à analyser, mais paraît intimement liée au relais qu'en assure l'enseignement littéraire dans un secondaire qui voit ses effectifs croître à un niveau sans précédent, est retraduit par le langage révolutionnaire de mai-juin 1968 sous la forme de la critique anti-institutionnelle – « vérité du rire de Mai » pour P. Bourdieu – et du refus de la division sociale du travail. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre ce qui, dans les institutions et la division du travail, hiérarchise les individus et les enferme dans des positions. Au-delà, il s'agit de *déterritorialiser la subjectivité* et de *s'indéterminer soi-même*, autrement dit de s'exproprier de ses propres certitudes et de ce qui, en soi, en appelle sans cesse à la renaturalisation des visions du monde et au retour à l'expérience incorporée de l'ordre existant comme allant de soi. L'arme en est, en mai-juin, la créativité généralisée. Déjà portée dans l'avant-Mai par les surréalistes, les situationnistes et même, fin avril 1968, par la commission « culture et créativité » du Mouvement du 22 mars, le schème de la créativité comme moyen et comme but de la révolution devient dans le moment critique la matrice symbolique et pratique de nombreux comités d'action. La créativité y est pensée comme ce qui déverrouille les imaginaires, arrache aux formes socialement instituées et incarnées dans des « maîtres » (à penser, etc.) et des « aînés », dénaturalise et délégitime tout ce qui, socialement stabilisé dans des façons de penser, des institutions, des routines, des hiérarchies, des autorités et des légitimités établies, fige les rapports sociaux, les liens politiques, les pratiques sociales et les « identités personnelles », en les installant dans la durée et en les rivant à des logiques de reproduction et à des devenir probables. Cette vision de la créativité irrigue nombre d'enjeux abordés par le mouvement critique. Elle est présente dans la critique d'un enseignement inhibant la créativité et formant des « oies gavées » pour mieux préparer aux exigences productives du monde industriel et marchand. Elle l'est aussi dans la question de l'organisation du mouvement révolutionnaire. Aux tenants des modèles léninistes, les comités d'action et le Mouvement du 22 mars opposent souplesse organisationnelle et spontanéité d'action : elles seules en effet paraissent garantir la libération de la créativité de tous et du même coup la réactivité et l'ajustement aux propriétés spécifiques de la conjoncture, ce que ne permettraient pas à l'inverse la division sociale du travail militant, la délégation politique, « l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale », comme l'écrit le 22 mars, « c'est-à-dire la hiérarchisation et la séparation entre dirigeants et militants de base, décideurs et exécutants »⁹.

Pour Boris Gobille, l'espace idéologique de « 68 » est éminemment pluriel et concurrentiel, il se caractérise par une tension entre les grilles de lectures léninistes, diverses et elles-mêmes concurrentes, portées par les organisations d'extrême gauche, et un ensemble de schèmes critiques, divers eux aussi, s'organisant à la fois dans la tradition anarchiste et libertaire,

dans la critique artiste du capitalisme, et dans les marxismes hétérodoxes explorés depuis la Libération et les années 1950 par des revues comme *Socialisme ou Barbarie*, *Arguments*, voire *l'Internationale situationniste*.

Ces différents pôles soixante-huitards ont en commun leur propension – aux actualisations variées – à être hors les lois symboliques dominantes.

Ces deux stratégies de recherche conduisent à distinguer dans la nébuleuse idéologique soixante-huitarde ce qui ressortit aux représentations intériorisées et ce qui ressortit aux luttes politico-symboliques de représentation. Fondé sur le recours aux sciences sociales (histoire de la lecture, de l'édition) et sur le schème interprétatif qu'avait suggéré Roger Chartier dans *Les origines culturelles de la RF* (en particulier dans le chapitre *Les Livres font-ils les révolutions?*), le mode d'analyse de Gérard Mauger présente l'intérêt de nous aider, peut-être, à mieux poser la question des « influences » intellectuelles et de la circulation internationale des idées, mais aussi des héritages. Si le *master frame* « marxiste » est sans doute largement partagé par les soixante-huitards les plus engagés (donc les plus visibles), cette carapace idéologique a très bien pu s'émousser voire se dissoudre dans d'autres idéologies pratiques sans que pour autant la *vocation d'hétérodoxie* (qui se manifestera notamment dans la contre-culture, les luttes féministes, etc.) soit éradiquée, bien au contraire. L'accusation du « laxisme » soixante-huitard, si elle relève évidemment du registre de la disqualification politique, désigne néanmoins l'étonnante persistance d'un ensemble de possibles hétérodoxes qui se sont peu à peu réactualisés depuis 1995 même si « le marxisme » n'en constitue plus le langage¹⁰. Il s'agit évidemment d'une voie de recherche susceptible d'expliquer « l'étonnement » que provoquent les mobilisations étudiantes, hier en France, et peut-être aujourd'hui, au Québec, avec le Printemps Érable dont certains acteurs sont issus de familles habitées par ces hétérodoxies.

De ce point de vue, les recherches qui portent sur les effets de « Mai-Juin 68 » sur la société française, des incidences biographiques sur les acteurs de Mai (et sur leurs enfants) aux effets sur les « professions » dans l'après 68, l'Université (celles de Vincennes) n'étant qu'un cas particulier de ces reconfigurations professionnelles et institutionnelles, deviennent centrales. Certes, dans tous les secteurs, on assiste à des reconfigurations moins radicales, à des sortes de « normalisation », mais la société, au-delà du culte de l'individualisme dont aurait accouché « 68 » reste profondément marquée par les laboratoires de l'après « 68 ».

Conclusion: la spécificité historique d'une période

L'éloignement dans le temps et la consistance de plus en plus nette de la période 1975-2012, parfois caractérisée comme période de restauration

conservatrice, favorise les analyses en retour sur les années 1960-75. Des études circonstanciées réinterrogent cette période sur fond d'une sorte de comparatisme (des générations, politique, idéologique, etc.), mais aussi sous l'angle de filiations directes ou plus diffuses (du tiers-mondisme à l'alter-mondialisme; des militantismes des années soixante aux mouvements sociaux d'après 1995, etc.). Mais surtout, c'est désormais la question de l'évolution du capitalisme depuis les années 1970 qui contraint, notamment les historiens, à repenser les périodisations en promouvant, pour simplifier, l'idée de la fin du compromis social des années 1936-1975 que Robert Castel appelle la Grande Transformation.

Comprendre la *spécificité* de ce moment historique à la fois quant aux logiques (en particulier idéologiques, mais à condition de penser le non-thétique (Gobille) et le thétique (Mauger) ensemble) qui président aux mobilisations de ces années 1960-début 1970 (la séquence des « années soixante » couvre les années 1960-1973), mais aussi au regard des transformations du capitalisme; introduire la question du « devenir » de ce moment historique et, par conséquent, suggérer les filiations, mais aussi les ruptures entre les crises actuelles et celles d'hier, tels sont désormais les enjeux des recherches, encore trop souvent surdéterminées politiquement.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Voir entre autres les travaux de Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky, *1968 entre libération et libéralisation, La grande bifurcation*, Presses universitaires de Rennes, 2010; Olivier Orain, « Écrire sur 68 en spécialiste, tournant ou accomplissement ? », *Genèses*, 2009/3, n°76, p. 137-156.
2. La thèse de doctorat de Julie Pagis est à paraître aux Presses de Science-Po en 2014 sous le titre *Mai 1968, un pavé dans leurs histoires (Évènement et socialisation politique)*. Voir également Julie Pagis, « La politisation d'engagements religieux, retour sur une matrice de l'engagement en mai 1968 », *Revue Française de science politique*, n°1, 2010, p. 61-89.; *Idem*, « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie », *Politix*, 2011, n°93, p. 93-114.; *Idem*, « Incidences biographiques du militantisme en mai 1968 », *Sociétés contemporaines*, 2011, n°84, p. 25-51 (dans un numéro dont le dossier, *Les incidences biographiques de l'engagement*, est introduit par Julie Pagis et Catherine Leclercq); *Idem*, « Repenser la formation de générations politiques sous l'angle du genre. Le cas de "Mai-Juin 68" », *Clio Histoire Femmes et Sociétés*, n°29, mai 2009, p. 97-118.
3. Charles Soulié (dir.), *Un mythe à détruire? Origines et destin du Centre universitaire expérimental de Vincennes*, préface de Christophe Charles, Paris, Presses universitaires de Vincennes, 2012, 483 p.
4. Boris Gobille, « La Vocation d'Hétérodoxie », dans Dominique Damamme et al. (dir.), *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008.
5. Gérard Mauger, « Les origines intellectuelles de Mai-Juin 68 », *Siècles*, n°29, 2009, Clermont-Ferrand, p. 109-122.

6. *Ibid.* Voir aussi Jürgen Habermas, *Protestbewegung und Hochschulreform*, Frankfurt, Suhrkamp, 1969, p. 40, *cit.* in Gérard Mauger ; Lawrence Stone, *Les Causes de la révolution anglaise 1529-1642*, Paris, Flammarion, 1974 [1972], p. 146, *cit.* in Gérard Mauger, *loc. cit.* ; Pierre Bourdieu, « Qu'est-ce que faire parler un auteur ? À propos de Michel Foucault », *Sociétés et Représentations*, n° 3, novembre 1996, p. 13-18 (p. 16), in Gérard Mauger, *loc. cit.*
7. Pierre Bayard, *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?*, Minuit, 2007, 163p.
8. Boris Gobille, « La Vocation d'Hétérodoxie » in *Mai-Juin 68*, Editions de l'Atelier, 2008.
9. *Ibid.* Voir aussi Pierre Bourdieu, in « son opinion aujourd'hui », *Lire*, mai 1983, repris dans Pierre Bourdieu, *Interventions. 1961-2001*, Marseille, Agone, 2002, p. 62 ; Mouvement du 22 mars, commission « culture et créativité », 22 avril 1968, cité dans Pierre-Vidal Naquet, Alain Schnapp, *op. cit.*, p. 146-147 : « La créativité est la chose du monde la mieux partagée [...]. La réalisation de la créativité de chacun, plus exactement la permanence de cette créativité à toutes les étapes de la vie, est la virtualité que doit tendre à réaliser notre révolution » ; « Nanterre ou la formation d'oies gavées », 14 mars 1968, tract distribué par un groupe d'étudiants en sociologie, cité in Pierre Vidal-Naquet et Alain Schnapp, *Journal de la Commune étudiante*, *op. cit.*, p. 125-126.
10. Boris Gobille, *loc. cit.*, p. 274.